

Berne

Initiative sur les armes: médecins et policiers veulent sauver des vies

Par ATS le 13.12.2010 à 17:18

A deux mois de la votation sur l'initiative sur les armes à feu, médecins, policiers, Eglises, organisations pacifistes et féminines montent au créneau pour défendre le texte.

«Nous pouvons sauver 100 vies par année», affirme le Dr Jacques de Haller, président de la Fédération des médecins suisses (FMH). «Nous ne voulons pas abolir l'armée, mais sauver des vies», a insisté Jacques de Haller. L'initiative veut des mesures de prévention, elle n'a pas de prétention politique, a souligné Florian Irminger, de l'association romande Stop Suicide.

Les organisations de soutien à l'initiative populaire «Pour la protection face à la violence des armes» ont présenté leurs arguments lundi à Berne devant les médias. L'initiative a pour objectif de retirer de la circulation des armes à feu trop facilement accessibles.

Une mesure destinée à diminuer les violences. Il s'agit aussi de faire baisser le nombre de suicides avec une arme de service, qui est assez élevé en Suisse, selon les médecins suisses.

Des syndicats policiers appuient aussi le texte. Selon eux, un registre national des armes permettrait aux forces de police d'être mieux préparées dans des situations dangereuses.

«Dans un pays où chaque vache, chaque chien, chaque perroquet a son numéro d'enregistrement», il est incompréhensible que ce ne soit pas le cas aussi pour des engins qui peuvent tuer ou blesser des personnes, souligne Jean-Pierre-Monti. Ce dernier préside le Comité du personnel de la Police Judiciaire Fédérale.

Eglises et syndicats

Le dépôt obligatoire des armes de service à l'arsenal constitue une autre des trois revendications principales de l'initiative. Enfin, les initiants demandent des chasseurs ou des tireurs sportifs qu'ils donnent la preuve d'un usage responsable des armes qu'ils détiennent.

Regroupant quelque 70 partis et organisations, la coalition de soutien à l'initiative sur les armes regroupe les Eglises, des organisations pour la paix ou féminines, des associations de prévention du suicide et des syndicats.

Dépolitiser le débat

Les partis politiques qui soutiennent l'initiative communiqueront leurs arguments vers la mi-janvier. S'ils sont restés en retrait lundi, c'est qu'ils ne voulaient pas voler la vedette aux organisations et tenaient à dépolitiser le débat, ont-ils fait savoir lundi. Il s'agit des partis de gauche (PS, Verts, PCS), mais aussi des Verts libéraux et de sections jeunes et cantonales d'autres partis.

Le Conseil fédéral et le Parlement recommandent le rejet de l'initiative. A leurs yeux, la loi actuelle apporte une protection suffisante contre l'usage abusif d'armes. Des mesures ont déjà été introduites pour diminuer les risques: il n'est ainsi plus possible de prendre des munitions de guerre à domicile et les armes peuvent être déposées sur une base volontaire à l'arsenal.